

le second saire des journées de Juillet

lent pas autrement. Quels sont les rapports de ce Fortin avec le Guépéou? C'est une question que les ouvriers anarchistes doivent poser à leur organisation et à « La Révolution prolétarienne ». Nous passons outre.

Le procès des militants du P.O.U.M. confectionné par un ex-monarchiste

Si les milliers de révolutionnaires militants du POUM : Andrade, Gorkin, les ouvriers « incontrolados » de la CNT-FAI et les B.-L. détenus et disparus de la prison Modelo comme Tosca, ne sont que des fascistes et des espions, qui sont donc les révolutionnaires en Espagne?

« Le Populaire » de M. Blum, qui ne peut pas être accusé de « trotskysme », écrit ce qui suit, relativement au « procès contre le POUM : « Il apparaît de plus en plus certain que le procès contre les dirigeants du POUM va avoir lieu prochainement à Barcelone. Parmi les accusés les plus connus sont : Julian Gomez (Gorkin), Juan Andrade et Andrés Nin ; ce dernier a été assassiné il y a plusieurs mois, mais l'accusation continue à le considérer comme vivant et comme coupable. Les accusés seront jugés par le « tribunal spécial contre l'espionnage et la haute trahison » qui a été constitué « après » leur arrestation. »

« Il s'agit donc de l'application « rétroactive » d'une loi qui est inadmissible, puisque nous nous sommes toujours élevés contre cette application lorsqu'elle a été décidée par le soi-disant « tribunal du peuple » en Allemagne, ou par le « tribunal spécial fasciste » en Italie. » (« Le Populaire » du 15 juillet 1938).

Sans aucun doute, les procédés de Barcelone sont les mêmes que ceux du fascisme italien et allemand, et même pires, envers les prisonniers prolétariens.

Le « procès » de Barcelone contre le POUM, confectionné par l'ex-monarchiste-fasciste Mariano Gomez, président du Tribunal suprême, ainsi que l'appel de Dimitrov au nom de l'Internationale Communiste, dans lequel on peut lire : « L'extermination complète de la bande d'espions trotskystes du POUM, est une des conditions les plus importantes pour la victoire ». (« L'Humanité » du 17 juillet 1938), nous ont fixé ; suivant l'exemple des monstrueux « procès » de Moscou, on veut avec le « procès » de Barcelone, assassiner Andrade et d'autres militants révolutionnaires, pour démolir la classe ouvrière mondiale et anéantir les « derniers » obstacles prolétariens qui se lèvent contre la guerre impérialiste en préparation.

Qui peut encore douter de l'organisation du

défaitisme de la part du gouvernement de Barcelone? Peut-on encore nier que devant le dilemme : révolution ou contre-révolution, c'est-à-dire, socialisme ou fascisme, dictature bourgeoise « démocratique » - fasciste ou dictature du prolétariat, les partis du Front populaire y compris les anarcho-sindicalistes, ont choisi la voie de l'« antifascisme » du Front populaire, devant conduire à un seul résultat : le fascisme et sans reculer devant les crimes les plus odieux pour écraser la classe ouvrière.

Tous les partis du Front populaire ont donné aux événements de la guerre civile d'Espagne qui présentait toutes les caractéristiques politiques-sociales d'une guerre civile entre les deux classes fondamentales de la société : bourgeoisie et prolétariat, — un caractère au-dessus des classes, d'un antifascisme petit-bourgeois, nationaliste « démocratique » qui ne pouvait que préparer le lit au fascisme.

Une fois la guerre civile transportée hors du terrain de classe, une fois déformé son contenu national - démocratique - révolutionnaire, qui devait trouver sa solution dans la révolution socialiste victorieuse, les résultats ne pouvaient pas différer de ce qu'ils sont actuellement.

La guerre civile d'Espagne n'a pas trouvé la voie ouverte de la révolution prolétarienne, d'abord par la politique contre-révolutionnaire des partis du Front populaire, ensuite, par le manque d'un parti révolutionnaire, la seule condition pour opérer une transformation de toute la structure économique-sociale de l'Espagne. Ceci ne pouvait être réalisé que moyennant l'instauration du pouvoir du gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres : la dictature du prolétariat pouvant résoudre le problème agraire, des minorités nationales du Maroc, et des libertés démocratiques.

C'est la politique du Front populaire qui a jeté les paysans du côté du fascisme et paralysé l'action de la classe ouvrière dans le territoire fasciste, avec sa dictature féroce instaurée contre les ouvriers et les paysans dans les territoires républicains.

En ce second anniversaire de la guerre civile, des journées de juillet étranglées dans les journées de mai, la tâche des B.-L., de l'avant-garde de la classe ouvrière, consiste à faire revivre la tragique expérience du prolétariat espagnol, pour éviter de répéter les mêmes « erreurs » qui ont permis à la contre-révolution de triompher.

La classe ouvrière internationale, guidée par la IV^e Internationale, et instruite des événements des journées de juillet et de mai, saura, le moment venu, faire table rase.

Pour l'instant, il faut, avant tout, arracher des pattes de la « justice républicaine » les meilleurs et les plus vieux militants révolutionnaires qui, comme Andrade, ont consacré leurs forces à la cause de la classe ouvrière. La contre-révolution du Front populaire a déjà assassiné Nin et des milliers de prolétaires, qu'elle a essayé en vain de couvrir de boue. Le gouvernement de la défaite Negrin-Comorera, secondé par les chefs de la CNT et de la FAI, doit rendre à la classe ouvrière ce qui lui appartient : Il doit libérer Andrade, Gorkin, Gironella, et tous les autres emprisonnés bolcheviks-léninistes, poumistes et cénétistes dissidents qu'il veut assassiner. Le « procès » que l'on veut tenter contre le C.E. du POUM est tout à la honte du gouvernement Negrin, qui se démasque comme un laquais servile et criminel de la bureaucratie stalinienne qui a engendré la plus monstrueuse extermination du mouvement révolutionnaire.

« La loi créant le « Tribunal spécial contre l'espionnage et la haute trahison » a été publiée dans la presse espagnole le 23 juin 1937 et officiellement quelques jours après, l'arrestation des dirigeants du POUM (Nin, Gorkin, Andrade) a eu lieu cinq jours avant, le 17 juin. Tous les faits qu'on leur reproche sont antérieurs à la promulgation de la loi, qui ne devrait donc pas leur être appliquée.

Le seul document sur lequel est fondée l'accusation d'espionnage à la charge des dirigeants politiques du POUM est un faux ; le fasciste chez lequel on l'aurait trouvé, Gofin, vient d'être fusillé presque à la veille du procès. Ce procès risque de se tenir à huis clos, c'est-à-dire sans aucune garantie de contrôle public. » (« Le Populaire », 18 juillet 1938.)

Liberté pour Andrade et les autres accusés. Les véritables agents du fascisme sont les accusateurs mêmes, qui fauchent l'avant-garde de la classe ouvrière d'Espagne pour mieux laisser passer celui-ci.

Notes Internationales

APRES LE PLAN BRITANNIQUE

Nous qui n'avons jamais cru à la politique de « non-intervention » des démocraties et de l'U.R.S.S., dans le sens d'empêcher le fascisme d'intervenir en Espagne, admettons l'hypothèse que cette comédie tragique de la non-intervention puisse être mise en vigueur...

Le plan britannique est basé sur le retrait des volontaires étrangers, du sol espagnol. Pour les « volontaires » fascistes — dans le cas où ils seraient retirés, ce que personne ne croit — on sait qu'ils rentreront dans leur pays d'origine : Italie-Allemagne. Mais les volontaires internationaux? — sans parler des Français — italiens et allemands, où iront-ils? C'est à cette question que les partis du Front populaire doivent répondre, eux qui font semblant de défendre la « démocratie » espagnole de Negrin, qui assassine les ouvriers révolutionnaires. S'ils ne livrent pas les miliciens héroïques des Brigades internationales au fascisme, les décrets-lois Sarraut mettront ceux-ci dans de telles conditions de famine et de persécution, que l'alternative sera pour eux la même que pour les Bonomini (emprisonné à la Santé) et tant d'autres milliers de révolutionnaires arrêtés et expulsés de France, etc... pour finir entre les mains de Mussolini et d'Hitler qui les attendent... A la classe ouvrière de veiller...

LA CONFERENCE D'EVIAN

Cette conférence convoquée sur l'initiative du Président Roosevelt a été un véritable fiasco, comme on pouvait le prévoir du reste...

Le but véritable de cette conférence, malgré tout ce qu'en ont dit les socialistes et les démocrates, consistait à faciliter aux juifs persécutés d'Allemagne et d'Autriche, une documentation et l'entrée dans les pays d'émigration.

C'était en même temps une tentative de faire vivre le Comité Nansen de la S.D.N., enterré depuis quelques années par la politique de l'U.R.S.S. qui trouva l'accord des pays réactionnaires et fascistes.

Les pays démocratiques du monde entier ont participé à cette conférence excepté les pays fascistes : Allemagne, Italie, Japon... et le pays de la plus grande « démocratie » du monde, la Russie de Staline. Les pays invités n'ayant pas participé à la conférence ont été l'Italie et l'U.R.S.S.

Ceci n'a pas empêché les agents du Guépéou, l'ex-curé Cocchi, les Grieco, Di Vittorio, etc... de signer le télégramme au président Roosevelt, de même que les Nenni, Nitti, Cianca, etc... remerciant le président de la « grande démocratie », d'avoir pris l'heureuse initiative d'accorder le droit d'asile aux réfugiés politiques.

La II^e Internationale et les divers partis socialistes et démocrates ont fait une campagne ignoble autour de cette conférence, présentant celle-ci comme la conférence du « droit d'asile pour les réfugiés antifascistes ».

Jusqu'au mois de mars, personne ne parlera plus, maintenant... de la démocratie du dollar.

Le prolétariat révolutionnaire le sait bien, et n'attend rien de ce côté ; mais si cela eût été nécessaire, les faits ont démontré que la démocratie américaine des Roosevelt est la même que celle des Sarraut, Negrin, Staline, etc... qui ont les mains tachées du sang des révolutionnaires d'Espagne.

« L'ITALIE A SON PAIN »

« Avec les mesures que nous avons prises, nous pouvons tranquillement affronter l'avenir. Le peuple italien aura le pain qui lui est nécessaire. » (Discours de Mussolini, du « Popolo d'Italia »).

Nonobstant le charlatanisme de la bataille du blé et des « quatre heures de travail du Duce, le dos nu au soleil », la récolte du blé n'a pas été supérieure cette année à 70 millions de quintaux.

Le « duce » a affirmé que le peuple italien a son pain ; la réalité est autre ; puisque la consommation nécessaire au peuple italien atteint 90 millions de quintaux et que la récolte a été inférieure de 20 millions de quintaux. Par la politique fasciste, en Italie, le pain est noir et imangeable et plus cher que le pain blanc en France...

La France, avec une superficie de 530.986 kilomètres carrés, contre une superficie de 310.619 kilomètres carrés de l'Italie, a produit 70 millions de quintaux ; 20 millions de plus qu'elle n'en a besoin. La presse française du Front populaire demande au gouvernement de brûler les 20 millions de quintaux de blé, à défaut de trouver un marché d'exportation, afin de ne pas peser sur le marché...

Tel est le mécanisme des contradictions fondamentales de l'impérialisme aussi bien démocratique que fasciste, dont les conséquences retombent toujours sur la classe ouvrière et les masses des paysans pauvres.

En Italie fasciste, le pain est noir parce que la récolte est inférieure aux besoins du pays ; en France démocratique, le pain est cher parce que le surplus de la récolte est brûlé...

contre = révolution stali-

15.000 révolutionnaires de toutes tendances, pour le seul motif de ne pas accepter la politique du Gouvernement Negrin aux ordres de Moscou et dont certaines organisations là-bas se font les complices.

Devant cette nouvelle hécatombe de révolutionnaires qui se prépare, notre PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE lance un vigoureux appel à toutes les organisations révolutionnaires sans distinction de tendances pour, dès aujourd'hui, alerter le prolétariat français et mondial contre ces nouveaux crimes en préparation, pour exiger :

LA PUBLICATION DE L'ACTE D'ACCUSATION ;
LA TENUE PUBLIQUE DU PROCES ;
LE DROIT D'ASSISTANCE D'AVOCATS, MEME ETRANGERS ;

LA POSSIBILITE A UNE DELEGATION OUVRIERE ETRANGERE DE SUIVRE LE PROCES TOUT COMME CEUX QUI, AUJOURD'HUI, VONT SE FAIRE LES BOURREAUX DE CES REVOLUTIONNAIRES, L'ONT RECLAME A HITLER LORS DU PROCES DE DIMITROF.

Notre Parti se déclare prêt à répondre à tout appel en faveur des accusés et des emprisonnés d'Espagne, considérant que, seule, la solidarité révolutionnaire doit nous unir, pour arracher la liberté de militants qui, le 19 juillet 1936, ont été les premiers à faire front aux forces fascistes de Franco.

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
36, rue du Château-d'Eau, PARIS (X^e)
(B.-L. pour la création de la IV^e Internationale).